

Notice : extrait de La Correspondance Internationale, n°63, 10 juin 1927, numéro spécial donnant la chronique de Varga sur la situation économique mondiale au premier trimestre 1927. Il s'agit du premier point de cette chronique : Les Etats-Unis prennent la direction de la politique impérialiste

Sommaire :

Les Etats-Unis prennent la direction de la politique impérialiste.

Les éléments de la richesse américaine.

L'agriculture américaine.

La lutte entre les fermiers et la grande bourgeoisie industrielle.

L'industrie américaine.

L'organisation des monopoles dans l'industrie américaine.

La poussée du capital bancaire.

L'exportation des capitaux.

L'impérialisme américain.

LES ETATS-UNIS PRENNENT LA DIRECTION DE LA POLITIQUE IMPERIALISTE

La principale tendance dans le monde politique actuel, c'est sa séparation en deux grands camps, le camp capitaliste, conservateur et contre-révolutionnaire et le camp révolutionnaire. Le centre du camp révolutionnaire, c'est l'Union Soviétique. Les Etats-Unis sont en train de devenir le point central du camp contre-révolutionnaire. Tandis que tous les mouvements nationaux révolutionnaires du monde entier ont leur point de jonction naturel dans l'Union Soviétique, autour de laquelle gravite aussi le mouvement révolutionnaire du prolétariat des pays capitalistes. Les Etats-Unis sont, de par leur toute puissance économique, au premier plan dans le monde capitaliste. Cette polarisation du monde en deux grandes parties est la tendance la plus marquante de la politique mondiale actuelle dans son ensemble.

Pourtant, les rapports entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique sont relativement bons ; c'est actuellement la Grande-Bretagne qui mène l'offensive contre l'Union Soviétique, ce qui dissimule un peu l'allure du développement. En ce moment, les contradictions entre la domination capitaliste et le mouvement révolutionnaire aux Etats-Unis ne sont pas encore très aiguës, et cela tempère les rapports de politique extérieure entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique. La lutte entre Capital et Travail est moins aiguë aux Etats-Unis qu'elle ne l'est en Europe. Le capitalisme des Etats-Unis est encore dans une voie ascendante. Les profits coloniaux et l'énorme richesse du pays permettent à la bourgeoisie américaine, tout comme à la bourgeoisie anglaise avant la guerre, de donner à la classe ouvrière un standard de vie croissant et de mettre une partie assez importante de cette classe, l'aristocratie ouvrière, au

service de la bourgeoisie. La domination de la bourgeoisie aux Etats-Unis n'est pas immédiatement menacée, ce qui efface un peu les contradictions avec l'Union Soviétique, centre du développement révolutionnaire du monde.

Ajoutez qu'en politique extérieure, les Etats-Unis et l'Union Soviétique, les deux plus grandes puissances du monde, séparées géographiquement par de grandes distances, n'ont que de très rares points de contact. Le capitalisme des Etats-Unis achève actuellement (actuellement, au sens historique) leur passage à l'impérialisme. Il a déjà mené des guerres impérialistes et il s'est annexé différents territoires, mais ces guerres et annexions servaient, en partie, des buts stratégiques de politique extérieure. A l'intérieur même du pays, manquaient les bases économiques d'une extension impérialiste, l'exportation industrielle et l'exportation de capitaux. Au cours des dix dernières années, ces bases économiques se sont entièrement développées, et les Etats-Unis sont devenus le pays impérialiste le plus puissant du monde.

Mais les tentatives d'extension impérialiste des Etats-Unis sont actuellement dirigées sur des territoires tous très éloignés de l'Union Soviétique. Le territoire d'action immédiat de l'impérialisme américain, c'est l'Amérique du Nord et du Sud. On pourrait caractériser la politique américaine de cette dernière période comme une politique offensive sur le continent américain et défensive en Asie. Offensive en Amérique où elle va de l'avant de façon énergique et conséquente, par de grands investissements de capitaux au Canada et en Amérique du Sud et par des interventions militaires en Amérique Centrale et en Amérique du Sud. Défensive en Asie, où les Etats-Unis occupent bien quelques points stratégiques importants (îles Hawaï, archipel des Philippines), mais où ces territoires leur servent plutôt de défense contre une attaque possible de l'impérialisme japonais que de bases économiques importantes. En Chine, les Etats-Unis suivent à présent la politique de la porte ouverte. Ils sont contre la répartition de sphères d'influence entre les puissances impérialistes. Ils attendent de la révolution actuelle la naissance d'une libre Chine bourgeoise et ils espèrent, sans qu'il soit besoin d'une intervention militaire directe, y faire, plus tard, grâce à leur supériorité économique, les meilleures affaires. C'est pourquoi l'Angleterre n'est pas arrivée jusqu'à présent, malgré tous ses efforts, à faire participer activement les Etats-Unis à une guerre contre la Chine.

LES ELEMENTS DE LA RICHESSE AMERICAINE

Les Etats-Unis sont certainement le pays le plus riche, en ce sens qu'ils dépassent largement tous les autres pays pour la production et la consommation par tête d'habitant. Cela correspond au fait que la productivité du travail est plus grande aux Etats-Unis que n'importe où ailleurs dans le monde. Les causes de ce phénomène sont les suivantes :

1° *La richesse naturelle du pays.* Il y a, aux Etats-Unis, une bien plus grande quantité de sol libre que dans les autres pays capitalistes. C'était, sous ce rapport, au moins jusqu'à ces derniers temps, un pays colonial. Leur sol renferme des trésors naturels de toute nature. Ces circonstances naturelles font, qu'avec un équipement technique égal, l'ouvrier peut produire une bien plus grande quantité de valeur d'usage;

2° Mais *la productivité du travail*, est plus grande aux Etats-Unis aussi en ce sens que l'ouvrier y met en mouvement une bien plus grande quantité de moyens de production et qu'il travaille avec un équipement technique bien meilleur que dans la moyenne des autres pays capitalistes ;

3° A cela vient s'ajouter *l'intensité plus grande du travail*, qui dépend en partie de l'amélioration, des moyens techniques. Les capitalistes y utilisent, jusqu'à épuisement, la force de travail. On sait que dans les grandes fabriques des Etats-Unis, on n'embauche jamais un ouvrier de plus de 40 ans ;

4° Enfin, les hommes mêmes qui peuplent le territoire des Etats-Unis, exception faite des nègres et des esclaves blancs qui ont été introduits de force dans les premières années de l'existence des Etats, sont un choix des meilleurs éléments de leur classe, comme le forment toujours les émigrants. Ce sont les éléments les plus résolus de la classe ouvrière et paysanne d'Europe, ceux qui étaient les plus entreprenants, les moins influencés par les vieux préjugés, qui se sont décidés à émigrer volontairement aux Etats-Unis. L'émigration a donc opéré de cette façon une sorte de tri au profit des Etats-Unis.

A côté de ce tri en Europe, il se fait aussi, à l'intérieur même des Etats, un tri des éléments les plus actifs des classes inférieures. Il n'y a jamais eu aux Etats-Unis de barrières formelles entre les classes, c'est-à-dire que les classes n'y ont jamais été séparées ni par les traditions, ni par leurs droits légaux. Tous ces obstacles légaux et traditionnels qui, joints, aux barrières économiques, empêchent, en Europe, les passages individuels dans la classe dirigeante, n'ont jamais existé en Amérique¹. Jusqu'à ces derniers temps, les frontières de classes en Amérique étaient très flottantes et le passage d'une classe à une autre relativement facile, étant donnée la grande richesse du pays. Les éléments les plus actifs de la classe ouvrière et des autres classes travailleuses, ceux qui poursuivaient le plus leur enrichissement

1 Voir la façon dont Marx caractérise la société américaine dans *Le 18 Brumaire*, p. 16.

individuel, ont pu passer ainsi à la bourgeoisie. Et cela a travaillé aussi beaucoup à affaiblir la conscience de classe des ouvriers vis-à-vis de la bourgeoisie. Le fantôme de l'enrichissement individuel domine aujourd'hui encore, de façon générale, les esprits américains. Le grand afflux de richesse qui s'est produit ces temps derniers en Amérique est dû, pour une part importante, à une exploitation intensive des ressources naturelles du pays. Pour bâtir les fortunes colossales qui se sont amassées sur le dos du pays, on a exploité à fond la fertilité naturelle du sol, on a dévasté les forêts, on a exploité sans aucun plan les richesses du sous-sol : charbon et pétrole. Si on établissait un bilan économique des Etats-Unis où entreraient en compte non seulement les richesses produites par les hommes, mais les richesses naturelles, on verrait que depuis cinquante ans, celles-ci ont fortement diminué. On verrait que la fortune actuelle du pays provient, en grande partie, de l'appauvrissement des richesses naturelles. C'est ce que montre surtout le développement de l'agriculture américaine.

L'AGRICULTURE AMERICAINE

L'agriculture américaine se sépare en deux points de celle de l'Europe. En Amérique, il n'y a pas de vrais paysans. C'est-à-dire qu'il n'y a pas de producteurs agricoles travaillant surtout pour leurs propres besoins et ceux de leur famille. L'économie agricole des Etats-Unis est de pur caractère capitaliste, à ce double point de vue qu'elle est extrêmement spécialisée dans la production des marchandises et que les fermiers y sont des entrepreneurs capitalistes considérant leur ferme comme une entreprise qui doit leur rapporter du profit. Ils ne sont liés à leur métier par aucune tradition et sont toujours prêts à vendre la ferme et à envoyer l'agriculture à tous les diables s'ils entrevoient la possibilité d'une occupation, plus lucrative sur un autre terrain.

Etant donné le caractère purement capitaliste de l'agriculture américaine, du fait que les fermiers sont des capitalistes et de petits capitalistes, forcément non organisés à cause de la nature même de leur exploitation, ils devaient forcément être infériorisés au cours des luttes d'intérêts qui les mettaient aux prises avec le puissant capital industriel, fortement uni en trusts et monopoles. Il n'y a pas en Amérique de grande propriété foncière capitaliste, à l'exception des contrées cotonnières du sud, ni une classe de grands propriétaires fonciers, au sens européen, c'est-à-dire une classe qui ait ses traits particuliers, ses traditions et ses lois à l'intérieur de l'économie capitaliste, comme c'est le cas, par exemple, en Angleterre et en Allemagne. En tant que petits capitalistes, soumis au marché pour la plus grande partie de

leurs produits, les fermiers n'étaient pas de taille à lutter contre les industriels. C'est pourquoi l'Amérique connaît, depuis une dizaine d'années, une crise agraire permanente.

Le deuxième facteur qui, jusqu'à ces derniers temps, séparait l'économie agraire américaine de celle d'Europe, c'était l'existence de terres encore libres, libres au sens économique du mot, sinon au sens juridique. Les terres étaient libres, en ce sens que des ouvriers, après avoir mis de côté les sommes relativement petites, nécessaires à l'achat du sol et des premiers instruments de production, très primitifs, avaient la possibilité de s'y installer. Il fallait pourtant, pour avoir la propriété du sol, payer un certain prix aux compagnies de chemins de fer ou à l'Etat. Mais, économiquement cela ne constituait pas un obstacle. Ce prix ne constituait pas, au sens économique, une rente analogue à celle qu'exige la grande propriété, et qui est un gros obstacle à la production².

Jusqu'à présent, le caractère principal de l'économie agraire américaine c'était de produire en réduisant les frais au minimum sur un très grand territoire. Le pourcentage des produits consommés directement dans la ferme correspondait à peu près aux chiffres suivants³ :

| | | | | | | |
|------|------|------|------|------|------|---------|
| 1920 | 1921 | 1922 | 1923 | 1924 | 1925 | moyenne |
| 18,4 | 20,9 | 23,1 | 20,9 | 20,9 | 19,4 | 20,4 |

C'est dire qu'à peu près 80 % de la production sont destinés au marché. Tous les chiffres qui se rapportent à l'économie agraire américaine montrent son développement en extension, et l'augmentation de l'étendue des terres cultivées au lieu de l'intensification de la production. L'ensemble de l'étendue dite cultivée des Etats-Unis est d'environ 1.903 millions d'acres (acre=404 Mq [m²?]), dont une grande partie naturellement inutilisable pour la culture. La répartition de cette étendue cultivée est la suivante :

| | Millions d'acres |
|----------------------------|------------------|
| Surface totale | 1903 |
| Forêts | 484 |
| Steppes et prairies sèches | 487 |
| Herbages | 231 |
| Terrains de culture | 523 |

2 Marx explique à plusieurs reprises, dans sa polémique contre Rodbertus (Deuxième volume de la *Théorie de la plus-value*), l'absence de l'existence formelle et juridique de la propriété privée du sol et le monopole économique des grands propriétaires fonciers.

3 D'après les données du ministère de l'Agriculture dans *Les Problèmes agricoles aux Etats-Unis*, édité par l'Office de la Conférence nationale de l'industrie, New-York, 1920, p. 20. Cité plus loin sous le titre « Problèmes agricoles ».

Actuellement, la moitié seulement de l'ensemble de cette étendue cultivée est englobée dans les fermes, dans les grandes exploitations agricoles. Plus de la moitié se trouve encore en dehors de toute exploitation organisée. Les statistiques américaines divisent la terre des fermes en deux parties principales : la terre améliorée et la terre non améliorée. Cette dernière est simplement de la terre que les fermiers se sont appropriés et qu'ils n'ont pas du tout cultivée. Le caractère purement extensif de l'économie agraire américaine se montre principalement par l'étendue de la terre appartenant à des exploitations agricoles.

Développement de l'économie agraire américaine (en millions)⁴

| | 1850 | 1880 | 1890 | 1900 | 1910 | 1920 | 1925 |
|--|------|------|------|------|------|------|------|
| Nombre des fermes | 1,45 | 4,00 | 4,56 | 4,74 | 6,36 | 6,45 | 6,37 |
| Nombre d'acres appartenant à des fermes | 294 | 536 | 623 | 839 | 879 | 956 | 925 |
| Dont : terres améliorée | 113 | 285 | 358 | 414 | 478 | 503 | --- |
| ----- : terres non améliorées | 181 | 251 | 266 | 424 | 400 | 453 | --- |
| Pourcentage de la terre appartenant à des fermes | 15,6 | 18,2 | 32,7 | 44,1 | 46,2 | 50,2 | 48,6 |
| Nombre d'habitants par 1000 acre de terres cultivées | 205 | 176 | 176 | 183 | 192 | 210 | --- |

Ce tableau montre les faits suivants :

1° Jusqu'à présent, les fermes n'englobent que la moitié du territoire, et là-dessus un peu plus de la moitié seulement est considéré comme terres améliorées ;

2° Le rythme de l'organisation du territoire en fermes s'est beaucoup ralenti au cours du XX^e siècle et, entre 1920 et 1925, nous avons une diminution du sol cultivé dans les fermes d'environ trente millions d'acres, c'est-à-dire que des territoires qui avaient été auparavant cultivés ont cessé de l'être et que la superficie des territoires agricoles s'est rapetissée :

3° Le développement extensif de l'agriculture américaine est particulièrement caractérisé par ce fait que, pour 1.000 acres de, terres cultivées, il n'y a pas plus d'habitants en 1920 qu'en 1850. Cela signifie, si nous ne tenons pas compte de l'exportation, sur laquelle nous reviendrons par la suite, que la population des Etats-Unis emploie, aujourd'hui encore, autant de terres par tête d'habitant pour son ravitaillement, qu'il y a soixante-dix ans. Remarquons encore que, sur les 925 millions d'acres qu'ont les fermes en 1925, 11 n'y a que 391 millions de terres labourées et que de cette quantité, en 1924, 344 millions seulement étaient considérés comme terres de récoltes, les 50, millions restent étaient des jachères ou ne

⁴ *Données statistiques sur les Etats-Unis*, 1925, page 581. Les chiffres manquants pour 1925 ne sont pas encore complets.

donnaient pas de récoltes. Dans les terrains qui ne sont pas utilisés pour la culture, il reste environ 120 millions d'acres de terres cultivables ;

4° Ces chiffres montrent que l'étendue des terres cultivées aux Etats-Unis pourrait encore augmenter d'environ 150 millions d'acres, c'est-à-dire environ 40 %, parmi lesquels sans doute des terres de moindre valeur. Ces chiffres marquent les limites du développement extensif de l'agriculture américaine.

Les chiffres suivants montrent la faible intensité du travail dans la culture américaine. Pour 1000 acres, on compte comme personnel occupé :

| | Fermes | Terres améliorées | Terres à blé |
|------|--------|-------------------|--------------|
| 1850 | 17 | 44,2 | — |
| 1880 | 14,4 | 27,1 | 46,4 |
| 1920 | 12,6 | 24 | 34,6 |

Nous voyons donc que le chiffre des ouvriers employés marque une forte tendance à la baisse et cette tendance correspond au caractère général de l'économie agraire américaine qui est de cultiver le plus grand territoire possible avec le moins de forces possible.

Le développement extensif de l'agriculture américaine se montre encore, de façon décisive, par le fait que, depuis des dizaines d'années, les chiffres de rapport par acre sont restés à peu près les mêmes. Voici le rapport par acre des principaux produits⁵ :

| période | Maïs | Orge | Avoine | Pommes de terre | Coton |
|-----------|-------------|------|------------|-----------------|-------------|
| ---- | (en bushels | = | 36 litres) | | (en livres) |
| 1866-1875 | 26,1 | 12,0 | 28,2 | 93,0 | 176 |
| 1876-1883 | 25,4 | 12,3 | 27,4 | 81,2 | 171 |
| 1886-1895 | 23,8 | 12,7 | 26,1 | 74,4 | 177 |
| 1896-1900 | 26,2 | 12,9 | 28,9 | 88,6 | 193 |
| 1901-1905 | 25,3 | 14,0 | 30,7 | 99,1 | 185 |
| 1906-1910 | 27,6 | 14,7 | 28,4 | 97,1 | 180 |
| 1911-1915 | 26,0 | 15,5 | 31,7 | 98,3 | 192 |
| 1916-1930 | 27,0 | 13,6 | 33,2 | 95,7 | 163 |
| 1921- | 27,7 | 13,8 | 30,8 | 107,4 | 143 |

⁵ Données statistiques, pages 336-338.

| | | | | | |
|------|--|--|--|--|--|
| 1925 | | | | | |
|------|--|--|--|--|--|

Le caractère extensif de l'agriculture américaine se montre encore par le faible accroissement du cheptel. Les chiffres de recensement du bétail donnent le tableau suivant⁶ :

(en millions de têtes)

| | Chevaux | Bêtes à corne | Moutons | Porcs |
|------|---------|---------------|---------|-------|
| 1880 | 10,4 | 39,7 | 42,2 | 49,8 |
| 1890 | 15,3 | 57,6 | 40,9 | 57,4 |
| 1900 | 18,3 | 67,7 | 61,5 | 62,9 |
| 1910 | 19,8 | 61,8 | 52,4 | 58,2 |
| 1920 | 19,8 | 66,7 | 35,0 | 59,3 |
| 1925 | 16,5 | 61,6 | 35,3 | 51,8 |
| 1926 | 15,8 | 59,8 | 40,7 | 51,2 |

Nous voyons donc que l'augmentation du bétail, et par conséquent la production des engrais, ne va pas du tout de pair avec l'extension de la surface cultivée. Le caractère de l'agriculture américaine, exploitation intensive de la fertilité naturelle du sol, apparaît donc comme tout à fait prononcée. Le sol ne reçoit pas les éléments que l'on en retire. Une partie importante s'en va avec l'exportation des produits agricoles. Cette partie est entièrement consommée dans les villes dotées d'une canalisation d'égouts modernes, comme c'est la règle en Amérique.

La crise de l'agriculture américaine n'est donc pas seulement une crise de producteurs capitalistes qui n'arrivent pas à retirer assez de profits, c'est une crise du système lui-même. Le développement en extension de la surface cultivée a presque atteint ses limites. Il n'y a presque plus de terres qui puissent être ensemencées. L'agriculture américaine doit arriver à trouver son équilibre et à accumuler, c'est-à-dire à rendre au sol, au moins autant, sinon plus, de richesse qu'on ne lui en retire par la récolte. Cela signifierait de nouveaux et de très grands investissements de capitaux, que les fermiers ne peuvent se procurer qu'à un taux d'intérêt beaucoup trop élevé, et cela signifierait un renchérissement de la production, désavantage vis-à-vis du Canada et de l'Argentine, qui ont encore une grande quantité de sol pour continuer la production extensive telle qu'on l'a pratiquée jusqu'à présent.

De plus, comme la production agricole des Etats-Unis dépasse leurs propres besoins, il faut qu'ils en exportent une partie. Par suite, le prix intérieur devient égal au prix mondial

⁶ *Données statistiques*, page 600.

moins les frais de transports. Mais comme tous les produits de consommation et tout l'outillage que l'industrie peut livrer à l'agriculture sont protégés par des droits de douanes assez élevés, leur prix s'établit en général de la façon suivante : prix mondial + frais de transports + douane. Il en résulte, entre les frais de production et les prix de vente des produits agricoles, une différence que les fermiers ne peuvent supporter et qui les conduit à la ruine.

La répartition du sol

Nous disions un peu plus haut qu'il n'y a pas aux Etats-Unis de grandes propriétés foncières au sens européen du mot. Il y a de la spéculation sur le terrain à grande échelle, mais pas de grandes propriétés se transmettant de père en fils. Il n'existe pas une classe de seigneurs ne faisant rien et vivant de la rente que peut leur procurer le sol.

Répartition du sol en 1920⁷

| | Nombre en 1 000 | des fermiers en % | Etendue des fermes en % | Etendue du sol cultivé en % |
|--------------------------|--------------------|----------------------|----------------------------|--------------------------------|
| Au dessous de 20 acres | 796 | 12,4 | 0,9 | 1,6 |
| 20 à 49 acres | 1 504 | 23,3 | 5,1 | 7,7 |
| 50 à 99 acres | 1 475 | 23,3 | 11,1 | 14,4 |
| 100 à 174 acres | 1 450 | 22,5 | 20,4 | 25,5 |
| 175 à 499 acres | 1 006 | 15,6 | 29,0 | 38,8 |
| 500 à 999 acres | 150 | 2,3 | 10,6 | 9,6 |
| Au-dessus de 1 000 acres | 67 | 1,0 | 23,1 | 7,5 |
| Total | 6 448 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Les 67 405 grands fermiers possédant plus de 200 hectares de terre possèdent à peu près 23 % de l'étendue des fermes, mais ils ne possèdent que 7 % du sol cultivé. Sur ce nombre, 1 627 se trouvent dans les territoires fortement peuplés du Nord-Ouest, les 14 Etats de la Nouvelle Angleterre, du Midland, de l'Atlantique, etc. La plus grande partie de leur sol est destinée à la spéculation sur les terres en vue d'une répartition ultérieure.

La partie des terres cultivées par location croit sans cesse en importance⁸.

Pourcentage des domaines

| | 188 | 189 | 190 | 191 | 192 |
|----------------------|------|------|------|-----|------|
| | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Gérés directement | 74,4 | 71,6 | 64,7 | 63 | 60,9 |
| Loués | 25,6 | 28,4 | 35,3 | 37 | 38,1 |

Pourcentage des territoires organisés en ferme

| | 190 | 191 | 192 |
|---------------------------|------|------|------|
| | 0 | 0 | 0 |
| Gérés directement | 51,4 | 52,9 | 48,3 |
| Par gérant | 10,4 | 6,1 | 5,7 |
| Loués pour l'exploitation | 14,9 | 15,2 | 18,4 |

⁷ Données statistiques, page 590

⁸ Données statistiques, 1925, pages 590-591.

| | | | |
|-----------------|------|------|------|
| individuelle | | | |
| Métayages | 14,0 | 16,2 | 19,3 |
| Fermage à loyer | 9,2 | 9,5 | 8,4 |

L'exploitation directe diminue ainsi chaque dix ans, tandis que le nombre des locations augmente. Il faut pourtant faire quelques réserves. Le métayage est principalement répandu dans le Sud, et c'est en fait un esclavage caché, une exploitation renforcée des Noirs. Au contraire, la location est très souvent dans les Etats du Centre et de l'Ouest, un moyen pour arriver à acheter le sol. Les jeunes sont fermiers et les vieux arrivent à posséder leurs fermes. Le fermage à loyer ne paraît pas être très répandu. Entre 1920 et 1925, il donnait en moyenne 12 % du produit brut de la production des domaines⁹.

Il est important de constater qu'en général, il n'y a pas de gros fermages capitalistes, comme en Angleterre, mais que les fermiers sont presque exclusivement des gens qui travaillent eux-mêmes la terre. Cela ne change donc rien à la dispersion des entreprises.

La crise des fermiers

La crise agraire dont nous avons exposé plus haut les raisons est devenue, dans la période d'après-guerre, une crise des capitalistes fermiers. Ce sont ces deux phénomènes que l'on appelle d'un seul nom : la crise agraire américaine. La crise se traduit par un recul de l'étendue des fermes. (Nous avons déjà donné des chiffres là-dessus.) Elle se traduit aussi par une diminution de la population des fermes et par une banqueroute en masse des fermiers. La cause immédiate de cette crise était les ciseaux¹⁰.

Indice des prix (1913 = 100)

| | Indice général | Produits agricoles |
|----------|-------------------|-----------------------|
| 189 0 | 80,5 | 69,8 |
| 190 0 | 80,5 | 70,5 |
| 190 5 | 86,2 | 78,8 |
| 191 0 | 100,9 | 103,2 |
| 191 3 | 100 | 100 |
| 191 4 | 98,1 | 102,6 |
| 191 5 | 100,8 | 103,9 |
| 191 6 | 126,8 | 122,8 |
| 191 7 | 177,2 | 189,6 |
| 191 8 | 194,3 | 218,5 |
| 191 9 | 206,4 | 230,8 |
| 192 | 226,2 | 217,9 |

⁹ *Problèmes agricoles*, page 20, chiffres donnés par le ministère de l'Agriculture.

¹⁰ Le ministère de l'Agriculture estime la population agricole au 1er janvier 1926 à 30 655 000, soit un recul de 479 000 dans le courant de 1925 et d'un million depuis 1920

| | | |
|----------|-------|-------|
| 0 | | |
| 192 1 | 146,1 | 123,7 |
| 192 2 | 148,8 | 133,3 |
| 192 3 | 153,7 | 141,2 |
| 192 4 | 149,7 | 143,4 |
| 192 5 | 158,7 | 158,1 |

Le tableau suivant donne une vue approximative de la répartition annuelle des valeurs produites par l'agriculture américaine.

Répartition approximative du produit brut de l'agriculture pour 1924-1925

| | Millions de dollars | % | |
|---|---------------------|------|--------|
| Total des produits fabriqués... | 17 350 | 100 | |
| Employés à l'intérieur de l'agriculture | | | |
| Semences, fourrages et pertes | 4600 | 26,5 | |
| Consommation familiale | 2 360 | 13,6 | Σ 40,1 |
| Vendu et employé pour: | | | |
| - Paiement du fermage | 1 025 | 5,9 | |
| - Intérêt du capital emprunté | 765 | 4,4 | |
| - Impôts | 615 | 3,5 | |
| - Salaires | 1 205 | 6,9 | |
| - Paiement des produits et des services | | | |
| Fournis par les autres branches d'industrie | 6780 | 39,2 | Σ 59,9 |

Comme le fermage et les intérêts sont restés constants et que le prix des marchandises industrielles est tombé dans une mesure beaucoup moindre que celui de; produits agricoles, on était obligé d'avoir ainsi une économie déficitaire et d'en arriver à une crise des fermiers.

Après la guerre, l'économie agraire américaine vit la crise de sa structure s'aiguiser et devenir une crise des fermiers. Mais la base économique en était la nécessité absolue de passer de l'économie extensive à une économie plu⁵ régulière des produits naturels.

Cette crise de la structure de l'agriculture américaine fut renforcée encore par une augmentation réelle du prix du sol, conséquence de la disparition des terrains libres. On n'a retrouvé l'équilibre que dans les cinq dernières années. Les rapports sont indiqués par les chiffres suivants¹¹ :

| | 1900 | 1910 | 1920 | 1925 |
|------------------------------------|------|------|------|------|
| Valeur moyenne d'une acre de terre | 15,5 | 32,4 | 57,3 | 40,8 |
| | 7 | 0 | 6 | 5 |
| Indice des produits agricoles..... | 70,5 | 103, | 217, | 158, |
| | | 2 | 9 | 1 |

¹¹ *Données statistiques*, pages 588 et 319.

La hausse du prix des terrains est relativement plus grande encore que celle des produits agricoles. Nous avons donc cette contradiction tout à fait particulière que, bien que l'économie profitable qui consistait à épuiser le sol doive prendre fin par suite de la disparition des terrains libres, pour la même raison, le monopole du sol pèse de plus en plus, grâce à l'augmentation du prix des terrains.

La situation des fermiers au milieu de toutes ces difficultés est très difficile. Leur gain, d'après des calculs qui apparaissent très impartiaux, restent très inférieurs à celui des travailleurs de l'industrie. Leur gain annuel est à peu près le suivant¹² :

| Année | Fermiers | Ouvriers agricoles | Ouvriers | Prix de gros |
|-------|----------|--------------------|----------|--------------|
| 1910 | 526 | 330 | 635 | 100 |
| 1913 | 535 | 362 | 691 | 100,8 |
| 1918 | 1309 | 586 | 1123 | 104,3 |
| 1920 | 508 | 779 | 1503 | 226,2 |

Le mode de paiement est purement capitaliste. On considère le prix du sol comme une mise de fonds et le gain annuel du fermier représente la rente. Le fait que beaucoup de gens quittèrent la campagne au moment où les prix devinrent particulièrement élevés montre que, pour les fermiers qui achetèrent ou prirent en location de nouvelles terres à cette époque, la vie était réellement beaucoup plus difficile que pour les ouvriers, En 1920, sur 100 fermiers, 31 possédaient une automobile, 3,4 un tracteur, 10 avaient l'eau à domicile, 7 le gaz et l'électricité, 4,5 la radio¹³.

En particulier, les salaires des ouvriers agricoles ne sont pas du tout élevés. D'après les chiffres officiels des contrôleurs de la récolte, source dont les chiffres sont toujours trop élevés, le salaire mensuel des ouvriers, sans logement, ni entretien était en moyenne, en dollars :

| 1910 | 1915 | 1920 | 1921 | 1925 |
|------|------|------|------|------|
| 20,0 | 29,9 | 65,0 | 43,5 | 47,8 |
| 4 | 7 | 5 | 8 | 0 |

Ces chiffres ne sont pas du tout élevés. Si nous les comparons à l'indice des prix, on voit qu'il a fallu attendre les toutes dernières années pour arriver à une augmentation réelle sur le niveau d'avant-guerre, ceci par suite de la réglementation de l'immigration.

LA LUTTE ENTRE LES FERMIERS ET LA GRANDE BOURGEOISIE INDUSTRIELLE

¹² *Problèmes de l'agriculture*, page 56.

¹³ *Données statistiques*, page 602.

Depuis des dizaines d'années, se déroule une lutte continuelle entre les fermiers et la grande bourgeoisie industrielle pour l'orientation de la politique économique du pays. Les fermiers sentent que le capital industriel, les chemins de fer et les banques les dépouillent. Ils cherchent toujours et toujours à orienter la politique économique de l'Etat dans leur intérêt. Ils ont tenté à plusieurs reprises de créer un troisième parti indépendant; ils ont lutté pour le double étalon monétaire contre les trusts et surtout contre les hauts tarifs douaniers. Ils n'ont obtenu aucun succès. Lorsque le parti démocrate arriva au pouvoir, on abaissa quelques droits de douane, mais il n'y eut pas un changement fondamental¹⁴.

Il y a aussi des droits de douane sur les produits agricoles, mais ils n'influent en aucune manière, parce que les Etats-Unis ont un excédent d'exportation, ce qui fait que les prix intérieurs sont équivalents aux prix mondiaux, moins les frais de transport, par suite du manque d'organisation entre les fermiers. Au contraire, les trusts, par toutes sortes de corruptions, surent toujours obtenir la réalisation de leur politique douanière et utiliser les douanes pour dominer complètement le marché intérieur.

La crise d'après-guerre augmenta le mécontentement des fermiers et, comme conséquence, écarta extraordinairement les ciseaux. En 1921, on adopta dans les deux Chambres le fameux « Emergency tariff act », qui prévoyait des droits de 35 cents par bushel pour les céréales, 15 pour le maïs, 25 pour les pommes de terre, etc. Le président Wilson y mit son veto, sous prétexte que la loi n'aiderait pas les fermiers. « Ceux-ci n'avaient nullement besoin de tarifs douaniers protecteurs, mais de meilleurs débouchés à l'étranger, etc. » La majorité des deux tiers, nécessaire pour démolir le veto du président, ne fut pas obtenue.

Wilson avait raison en fait. La protection douanière sans une organisation intérieure pour arriver à dominer le marché serait restée sans effet, par suite de l'excédent des exportations. L'exportation des principaux produits agricoles est encore très élevée, comme le montrent les chiffres suivants¹⁵ :

14 Nous ne pouvons pas, à cause du manque de place, reproduire ici toute l'histoire pleine de retournements de ces luttes douanières. On trouve là-dessus beaucoup de choses intéressantes dans un livre de W. Jennings, Histoire du progrès économique des Etats-Unis d'Amérique, New York, 1926. Il y a des droits protecteurs de l'industrie qui existent sans interruption depuis plus de 100 ans. Les pays autrefois purement agricoles du Sud protestèrent contre cela pendant des dizaines et des dizaines d'années. Les douanes portaient en moyenne sur le pourcentage suivant des prix des marchandises (d'après les données de Jennings) :

Actuellement les droits de douane doivent encore être à peu près de 50%. Une réduction des droits de douane dans l'intérêt des fermiers, adoptée par le Parlement en 1911 échoua sur le veto du président Taft.

15 *Annuaire du commerce*, 1925, pages 94-97

Pourcentage de l'exportation par rapport à l'ensemble de la production

| | 1914 | 1919 | 1921 | 1923 |
|----------------------------|------|------|------|------|
| Ensemble des marchandises. | 9,6 | 15,3 | 12,2 | 8,5 |
| Céréales | 19,1 | 31,2 | 25,6 | 29,9 |
| Coton | 62,6 | 45,1 | 41,7 | 58,2 |
| Tabac | 47,2 | 43,7 | 36,4 | 34,7 |
| Viande | 6,2 | 15,6 | 9,5 | 6,5 |

De tous les produits importants de l'agriculture, il n'y a que le maïs et l'avoine pour lesquels l'exportation soit réduite. Pour les autres produits, les tarifs douaniers ne peuvent jouer un rôle important que s'ils sont liés à une organisation pour empêcher que ne continue l'excédent qui se trouve sur le marché intérieur, ce que pourraient faire les cartels et les trusts.

La loi Mac Nary-Haugen, dernier épisode malheureux de la lutte des fermiers contre le capital industriel devait servir à cela.

À la fin de février, le Congrès adopta un projet de loi officiellement appelée « Loi sur le contrôle des produits en excédent » (Surplus, control act) et dont le contenu essentiel était le suivant :

1° On créerait, par un système assez compliqué de propositions et d'élections, un office des fermiers. « Federal Farm Board », analogue au « Federal Reserve Board » qui règle la vie des banques américaines. Le ministre de l'Agriculture serait à la tête de cette institution ;

2° Le paragraphe 6 de la loi dit :

« Pour servir le but de cette loi, il faut désigner comme produits agricoles fondamentaux, le coton, les céréales le maïs, le riz, le tabac et les porcs.

« Lorsque l'office des fermiers prouvera que les conditions de production et de vente de quelques autres produits agricoles sont telles que les prescriptions de cette loi peuvent lui être appliquées, l'office en fera un rapport au Congrès.

« Lorsque l'office trouvera qu'il y a ou qu'il pourra y avoir, dans les courant de l'année, un excédent sur la demande intérieure en céréales, maïs, riz, tabac ou porcs, ou bien un excédent sur les demandes régulières pour la laine, les céréales, le maïs, le riz, le tabac ou les porcs, etc., l'office fera connaître publiquement le fait et commencera les opérations prévues par cette loi à une date déterminée. »

Les opérations prévues sont les suivantes : *a)* achat de l'excédent existant des principaux produits agricoles ; *b)* stockage de cet excédent ; *c)* assurance de ces marchandises contre des fluctuations excessives du marché ; *d)* avances pour l'achat, le stockage, la vente ou toute autre opération sur ces marchandises.

On doit créer pour chacune des marchandises fondamentales un fonds destiné à couvrir les pertes causées par la vente à l'étranger. Ce fonds sera alimenté par des versements faits par les fermiers. Pour mettre tout le système en marche, la caisse d'Etat, suivant le vœu de l'« Office fédéral des fermiers », mettra à la disposition de ces derniers des sommes dont le montant pourra atteindre 250 millions de dollars.

Le sens économique de la loi

Le sens économique de cette loi, c'est, grâce à une organisation des fermiers en coopératives, ou même en utilisant les organisations coopératives qui existent déjà, de retirer au marché intérieur une certaine quantité des marchandises indiquées plus haut et de la vendre à l'étranger, pour que le prix de ces marchandises égale le prix mondial plus la douane. Le fond de la loi projetée est donc, en principe, complètement opposé au Pool canadien ou australien. Le Pool canadien ou australien a pour but de porter artificiellement, en rassemblant grâce à un monopole toutes les demandes du marché mondial, le prix mondial à une hauteur telle que les prix pratiqués par les marchés intérieurs soient automatiquement entraînés par les prix pratiqués à l'étranger lorsque ceux-ci montent. Mais la base de ce système, c'est l'égalité des prix du marché intérieur et du marché étranger. La loi américaine, au contraire, attache la plus grande importance à la montée des prix intérieurs, et elle est décidée à liquider le surplus qu'elle exporte sur le marché mondial, même à des prix inférieurs, pourvu que le marché intérieur ne se trouve (pas en présence d'offres qui feraient baisser les prix qui y sont pratiqués au-dessous des prix mondiaux plus la douane. Donc, le Pool canadien et toutes les lois semblables ont comme répercussion sur le marché mondial, une montée des prix. La loi américaine projetée aurait, au contraire, pour résultat de faire baisser les prix mondiaux en pratiquant un dumping sur le marché mondial. Ainsi donc, malgré certaines ressemblances extérieures, ces deux sortes d'organisations, l'américaine et la canadienne, n'ont rien de semblable et même, leur sens économique en est absolument opposé¹⁶.

Cette loi ne put être acceptée aussi bien à la Chambre basse qu'au Sénat d'abord parce que les deux partis voulaient montrer aux fermiers, à cause des élections présidentielles, qu'ils voulaient faire quelque chose pour améliorer leur situation misérable. Le projet de loi fut adopté, aussi bien à la Chambre des Représentants qu'au Sénat, par une majorité qui se recrutait à parts égales dans les deux partis.

¹⁶ On peut trouver le texte complet du projet de loi dans la « Chronique Financière et Commerciale » du 19 février 1927.

Ce qui est plus important, ce projet n'aurait jamais obtenu la majorité, s'il ne s'était formé un bloc entre les représentants des intérêts des fermiers et les représentants des intérêts de la grande banque. Presque en même temps que la loi Mac-Nary Haugden, une loi Mac-Fadden qui devait régler certaines participations légales des grandes banques vis-à-vis des petites banques locales vint en discussion devant le Parlement. (Nous y revenons un peu plus loin). Far dessus les frontières des deux groupes, républicains et démocrates, le parti forma un bloc pour arriver à faire passer les deux projets de loi. Qu'arriva-t-il ensuite ? Coolidge mit son veto le 26 février à la loi des fermiers, mais il ratifia la loi qui servait les intérêts de la grande banque. Le résultat du bloc entre les défenseurs des intérêts des fermiers et les défenseurs des intérêts de la grande banque fut donc que celle-ci atteignit son but, tandis que les fermiers restèrent les dupes, comme ils l'avaient déjà si souvent été dans l'histoire des Etats-Unis.

Pans le texte par lequel Coolidge expliqua son veto, il donna comme raison, à côté de différents points ayant trait à l'impossibilité technique d'appliquer la loi des fermiers, les points suivants, d'importance capitale :

1° La protection de certains produits par la loi aurait pour résultat d'empêcher l'agriculture de pousser à la production de certains produits pour l'amener à rechercher des récoltes régulières ;

2° Le principal argument de Coolidge fut que la loi des fermiers ne servirait à rien. « Quelle que puisse être la répercussion temporaire d'une intervention volontaire de la loi, personne ne peut nier qu'à la longue, les prix seront de nouveau dominés par la loi de l'offre et de la demande. Une organisation qui doit chercher nécessairement à élever la production et à restreindre la consommation ne peut obtenir une élévation des prix, ni les maintenir à un cours assez élevé ; dire le contraire serait nier qu'une loi économique a les mêmes fondements qu'une loi naturelle. »¹⁷ ;

3° Les produits compris dans le plan ne forment que le tiers de la production agricole américaine. Il y a des millions de fermiers qui n'en produisent aucun et à qui l'augmentation projetée des prix de vente ne profiterait pas du tout (éleveurs de bétail, producteurs de lait). Au contraire, ce leur serait un dommage direct ;

4° « Il y a danger que l'étranger ne prenne des mesures contre le dumping prévu par la loi et que nos débouchés à l'étranger ne s'en trouvent amoindris. »

¹⁷ *New York Times*, 26 février 1927

Il faut à Coolidge une certaine dose d'audace pour avoir le courage de dire, en face des organisations qui ont groupé dans leur monopole presque toutes les branches d'industries des Etats-Unis et en présence du dumping que la plupart de ces trusts pratiquent, que les fermiers tomberont sous le coup de l'offre et de la demande, aussi bien que de se réclamer des mesures répressives que pourraient prendre l'étranger, alors qu'avec la prépondérance actuelle des Etats-Unis il ne peut guère en être question¹⁸.

L'INDUSTRIE AMERICAINE

L'industrie forme le point central de l'économie américaine. Tandis que la valeur de la production agricole est d'environ 15 milliards de dollars par an, la valeur de la production industrielle est au moins quatre fois supérieure.

Ce formidable développement de l'industrie est conditionné par les mêmes caractéristiques que celui de l'agriculture. Tandis que le principe sur lequel repose toute la production agricole c'est de cultiver le plus grand territoire possible avec aussi peu de main-d'œuvre que possible, le pourcentage des moyens de production et des produits de consommation que l'industrie livre à l'agriculture est beaucoup plus grand qu'en Europe où beaucoup d'articles de consommation de l'économie paysanne ou des intérieurs paysans restent toujours fabriqués par les paysans eux-mêmes. Une partie de l'alimentation même des paysans passe par l'industrie, sous forme de conserves avant que d'être livrée à la consommation.

Tout comme l'agriculture, l'industrie américaine est bâtie sur le principe de la plus grande économie de forces possible. La cause en est le grand manque de main-d'œuvre par rapport aux possibilités de l'extension industrielle, malgré la très forte immigration. L'industrie américaine dut, pour se créer une armée industrielle de réserve, introduire constamment de nouvelles améliorations techniques et des machines pour économiser la main-d'œuvre.

De là, deux conséquences :

¹⁸ En même temps que le veto de Coolidge, on publia une note de l'attorney général à Coolidge, disant que la Cour Suprême de justice déclarerait vraisemblablement la loi pour non valable parce qu'elle la trouvait en contradiction avec la Constitution. La Cour Suprême est, depuis des dizaines d'années, une forteresse du capital industriel qui fait tout simplement déclarer illégales, grâce à son aide, toutes les lois qui lui déplaisent.

1° Une pénétration organique du capital dépassant de beaucoup celle de l'industrie européenne ; 2° une concentration des usines dépassant également de beaucoup celle d'Europe, et un resserrement de la plupart d'entre elles en organisations monopolisées.

Le tableau suivant montre le développement des exportations par rapport à la valeur de l'ensemble de la production¹⁹.

| | | | | | | | |
|---|-----|-----|-----|-----|------|------|-----|
| | 189 | 190 | 190 | 191 | 191 | 192 | 192 |
| | 9 | 4 | 9 | 4 | 9 | 1 | 3 |
| Ensemble de la production | --- | --- | 9,2 | 9,6 | 15,3 | 12,2 | 8,5 |
| Toutes les branches d'industrie ²⁰ | 6,5 | 5,8 | 4,8 | 6,2 | 8,8 | 6,2 | 4,3 |
| Industrie alimentation non comprise | 4,9 | 5,0 | 4,5 | 6,1 | 7,1 | 5,8 | 4,0 |

Nous voyons donc que, jusqu'à ces derniers temps, la quantité des exportations de l'industrie n'a pas beaucoup augmenté. De nombreux indices montrent que la capacité d'absorption du marché intérieur en produits industriels est relativement arrivée au point de saturation et que l'industrie des Etats-Unis va bientôt être obligée d'exporter un plus gros pourcentage de sa production. On ne peut pourtant rien affirmer de positif à ce sujet.

Le rythme de développement de l'industrie américaine

Fabriques et ateliers

| | Nombre des usines en mille | Nombre d'ouvriers en mille | H. P. en mille | Capital en millions de \$ | Production en millions de \$ |
|------|----------------------------|----------------------------|----------------|---------------------------|------------------------------|
| 1849 | 123 | 957 | --- | 533 | 1 010 |
| 1869 | 252 | 2 054 | 2.35 | 1 695 | 3 386 |
| 1899 | 512 | 5 306 | 10.01 | 9 813 | 13 000 |

Usines dont la production dépasse 500 dollars²¹

| | Nombre des usines en mille | Nombre d'ouvriers en mille | H. P. en mille | Capital en millions de \$ | Production en millions de \$ |
|------|----------------------------|----------------------------|----------------|---------------------------|------------------------------|
| 1899 | 208 | 4 713 | --- | 8 975 | 11 407 |
| 1909 | 268 | 6 615 | 18,7 | 18 428 | 20 672 |
| 1914 | 276 | 7 036 | 22,4 | 22 731 | 22 246 |
| 1919 | 290 | 9 096 | 29,5 | 8 466 [?] | 62 418 |

19 Annuaire du commerce, 1925, pages 94-95

20 Ces chiffres donnent un pourcentage des exportations un peu trop petit, parce qu'ils prennent pour base la valeur brute de la production industrielle, où, comme nous l'avons dit, beaucoup de choses sont comptées deux fois. (Annuaire du Commerce 1925, page 95).

21 Les chiffres manquant au tableau n'ont pu être rassemblés aux dates indiquées. (Notes statistiques 1925, page 745).

Fabriques, à l'exclusion des usines produisant moins de 5000 dollars

| | Nombre des usines en mille | Nombre d'ouvriers en mille | H. P. en mille | Capital en millions de \$ | Production en millions de \$ |
|------|----------------------------|----------------------------|----------------|---------------------------|------------------------------|
| 1919 | 214 | 9 000 | --- | --- | 62 642 |
| 1922 | 196 | 6 947 | --- | --- | 43 653 |
| 1923 | 196 | 8 778 | 33,01 | --- | 60 556 |

Ce tableau montre justement la forte concentration de l'industrie américaine. En laissant de côté les usines dont la valeur de la production annuelle va jusqu'à 500, puis jusqu'à 5 000 dollars, le nombre des entreprises se trouve réduit dans le premier cas de 40 %, dans le second de 60 %, sans que le nombre des ouvriers, le chiffre du capital investi ou la valeur, de la production subissent une diminution notable. En particulier, en négligeant les usines produisant moins de 5 000 dollars par an au cours de 1919 on constate une diminution de moins de 1 % de tous les éléments, excepté le nombre.

Il faut, de plus, tenir compte, pour les chiffres donnant la valeur de la production, de l'élévation des prix qui s'est produite entre temps et des doubles paiements qui entrent en ligne de compte lors de la transformation des produits industriels demi-bruts en produits finis. Par conséquent, ce tableau ne peut donner qu'une indication sur la tendance du développement et ne doit pas être considéré de façon absolue²².

Concentration et répartition du travail dans l'industrie américaine

Les tableaux suivants nous donnent une vue plus claire encore sur la concentration puissante de l'industrie américaine. Les chiffres se rapportent à l'année 1923.

| | Nombre des usines (milliers) | Nombre des ouvriers (milliers) | Pourcentage des usines | Pourcentage des ouvriers |
|---------|------------------------------|--------------------------------|------------------------|--------------------------|
| Total | 196 | 8 778 | 100 | 100 |
| 0 | 8 | 0 | 4,3 | 0 |
| 1 à 5 | 79 | 213 | 40,3 | 2,4 |
| 6 à 20 | 55 | 612 | 27,8 | 7,0 |
| 21 à 50 | 25 | 818 | 12,9 | 9,3 |

²² Le nouvel index du « Fédéral Reserve Board » publié pour la première fois dans le numéro de février du « Fédéral Reserve Bulletin », est, de même que le précédent, un index des quantités produites et ne porte ni sur la valeur, ni sur les prix. Il prend comme base la production journalière moyenne des trois années 1923, 1924 et 1925 au cours desquelles l'équilibre statistique des différentes branches d'industrie (soit 35 branches d'industries qui représentent à peu près 80 % du total de la production industrielle des Etats-Unis) s'est particulièrement maintenu.

| | | | | |
|--------------------|----|-------|-----|------|
| 51 à 100 | 12 | 883 | 6,3 | 10,1 |
| 101 à 250 | 10 | 1 576 | 5,1 | 18,2 |
| 251 à 500 | 4 | 1 332 | 2,0 | 15,2 |
| 501 à 1 000 | 1 | 1 231 | 0,9 | 14,0 |
| Au-dessus de 1 000 | 1 | 2 113 | 0,5 | 24,1 |

On a donc ainsi le tableau suivant : 963 usines, formant ensemble 1/2 % du nombre .des usines, emploient 2 millions d'ouvriers, soit 24 % du nombre des ouvriers.

16 500 usines employant plus de 100 ouvriers et formant ensemble 8,5 % du nombre des usines, emploient 6 millions d'ouvriers, soit 71,3 % du total des salariés industriels.

Nous arrivons à un résultat semblable en considérant la répartition des ouvriers entre les usines d'après la valeur de leur production annuelle. Les chiffres se rapportent également à l'année 1923²³.

| Usines produisant annuellement | Nombre des usines | % | Nombre des ouvriers | % | Valeur de la production | % |
|--------------------------------|-------------------|------|---------------------|------|-------------------------|------|
| (en milliers de\$) | (en milliers) | | (en milliers) | | (en milliers de\$) | |
| 5 à 20 | 62 | 31,6 | 190 | 22 | 698 | 1,1 |
| 20 à 100 | 72,4 | 36,9 | 719 | 8,2 | 3 426 | 5,7 |
| 100 à 500 | 2,01 | 21,4 | 1 721 | 19,6 | 9 497 | 15,7 |
| 500 à 1 000 | 9,56 | 4,9 | 1 135 | 12,9 | 6 753 | 11,1 |
| Au-dessus de 1 000 | 0,33 | 5,2 | 5 014 | 57,1 | 40 182 | 66,4 |

La production présente donc le tableau suivant : 1 327 usines, dont chacune produit chaque année une valeur de plus d'un million de dollars, occupent 5 millions d'ouvriers, plus de la moitié de l'ensemble des ouvriers. C'est dire que 57 % de l'ensemble des salariés produisent 66 % de l'ensemble de la valeur de la production américaine. La montée de ce groupe produisant plus d'un million de dollars a été extrêmement rapide au cours des dix

23 Les chiffres de ce tableau se différencient de ceux que nous donnons d'autre part parce qu'on en a éliminé les doubles comptes provenant du passage de produits demi-fabriqués à d'autres usines pour qu'ils y soient achevés.

dernières années. Entre 1914 et 1923, leur pourcentage est passé de 2,1 à 5,2, le pourcentage des ouvriers qui y sont employés est passé de 53 à 57 % et leur part dans la valeur de la production est passée de 49 à 66 %. Nous arrivons donc à ce résultat qu'en gros 15 000 entreprises, employant plus de 100 ouvriers, groupent 70 % des ouvriers et produisent à peu près 80 % de la valeur de la production. (Si l'on comprenait dans cette statistique les chemins de fer et les mines la concentration apparaîtrait plus formidable encore.)

Il faut encore faire entrer en ligne de compte que ces 15 000 entreprises ne sont pas indépendantes les unes des autres, mais que la plus grande partie d'entre elles est réunie en trusts. Nous n'avons aucune statistique qui nous permette de voir leur répartition entre les trusts. Mais c'est un fait bien connu que certains trusts possèdent un grand nombre de grandes usines. Si l'on pouvait établir une statistique en tenant compte de cela, on arriverait à prouver que 80 % des salariés sont employés dans une douzaine d'organisations monopolisées. Si l'on compare cela avec la situation de l'agriculture, où 6 millions et demi de fermiers isolés travaillent sans avoir entre eux une liaison organique véritable, on comprend tout de suite pourquoi les fermiers ont forcément le dessous dans les luttes économiques et politiques.

L'organisation des monopoles dans l'industrie américaine

Un phénomène intéressant dans le développement des Etats-Unis, c'est que la superstructure juridique est restée très en retard sur la transformation de la base économique. Il y a, dans tous les domaines, des lois qui correspondent à un stade dépassé du développement économique et qui toutes sont trop vieilles et doivent être tournées. Par exemple, les banques, dans la plupart des Etats, ne peuvent avoir de filiales en dehors de l'Etat où elles ont leur siège central. Elles ne peuvent employer, en dehors des limites de l'Etat l'argent qui est déposé à leur comptoir, etc.

Il en est de même avec les cartels et les trusts. Légalement, ils sont interdits. Le capital monopolisateur a dû, pendant des dizaines d'années, chercher sans cesse de nouvelles formes d'unions pour pouvoir tourner les lois existantes. Il a dû corrompre et acheter les juges et les législateurs, etc. Naturellement, les lois et les institutions d'un Etat bourgeois ne peuvent pas empêcher la concentration monopolisatrice du capital. En fait, la formation des monopoles est

actuellement à un stade plus avancé aux Etats-Unis que dans n'importe quel autre pays du monde, excepté peut-être l'Allemagne. Il n'y a malheureusement pas de statistiques sur le degré atteint par la concentration du capital en Amérique. Les statistiques officielles qui sont pour le reste si parfaites ne donnent aucun renseignement sur ce point. Il y a de nombreux livres sur les trusts américains²⁴.

Il y a aussi quelques rapports de commissions d'enquête dont les conclusions sont très détaillées, mais aucun à ma connaissance qui rassemble sur les trusts des données générales dont on pourrait retirer l'importance quantitative de l'organisation des monopoles dans l'ensemble de l'économie nationale.

Pourtant, la force des grands trusts est écrasante. Nous citons, par exemple, quelques chiffres récents sur la « U. S A. Steel Corporation », le trust de l'acier²⁵.

| production en 1926 | En millions de tonnes |
|--------------------|-----------------------|
| Fer | 18,9 |
| Acier | 22,7 |
| Produits finis | 16,2 |

| | |
|---|---------|
| Nombre des ouvriers en 1925 | 249 833 |
| Salaires payés (en millions de dollars) | 457 |
| Nombre des usines | 138 |
| Nombre des hauts fourneaux | 112 |
| Nombre des locomotives | 1 464 |
| Nombre des wagons | 64 705 |
| Nombre des vaisseaux de haute mer | 35 |

Nous voyons que la production du trust de l'acier est plus élevée que celle de l'Angleterre et de l'Allemagne ensemble. On peut se représenter quelle pression un pareil colosse peut exercer sur la politique des Etats-Unis. Le trust de l'acier fut fondé en 1901 avec un capital de 1 403 millions de dollars, soit environ 6 milliards de marks (soit 36 milliards de francs-papier), par la réunion d'une série de trusts déjà existants. Le gain des fondateurs sur ce capital nominal est à peu près 150 millions de dollars, dont la majeure partie est revenue à Morgan²⁶.

Le capital réellement investi est inconnu. Il a dû être fortement falsifié. Pourtant, la société a payé depuis le début de son existence une moyenne de 5,2 %, de dividendes aux

24 Voir par exemple, B. E. Jones : *Le problème des trusts aux Etats-Unis d'Amérique*. New York, 1922.

25 D'après le rapport mensuel de la « National City Bank », janvier 1927.

26 Jones : *Le problème des trusts aux Etats-Unis d'Amérique*, page 289.

actions ordinaires et 7 % aux actions privilégiées. (Ces chiffres portent sur 25 ans.) Elle a versé en dividendes un total de 1 279 millions de dollars. C'est-à-dire plus que le capital nominal de début, non compris les parts de fondateurs.

Mais dans l'intervalle la société a, sur ses propres dires, investi 889,6 millions de dollars de bénéfices non répartis dans ses propres entreprises. Personne ne peut dire combien elle a, en dehors de cela, de réserves secrètes. Il y a là une illustration singulière de la thèse de Marx d'après laquelle au bout d'un certain temps, tout capital n'est que de la plus-value accumulée²⁷.

De tels bénéfices n'ont été possibles que parce que les usines restées en dehors du trust du fer et de l'acier ont formé un cartel avec le trust. Les cartels sont interdits en Amérique, mais depuis 1907, Gary invite régulièrement à dîner, ce que ne peut interdire aucune loi, les capitalistes indépendants de l'acier et, à ces dîners, on passe les accords nécessaires au sujet des prix et de la répartition de la production.

Ces organisations monopolisées (Standard Oil, trust du sucre, trust du cuivre, trust du tabac, etc., etc.) ont ainsi obtenu, en tournant la loi, souvent en la violant ouvertement²⁸ (28) ou par des manœuvres de bourse, des bénéfices scandaleux.

La base des monopoles, c'est, tantôt l'immense supériorité des capitaux (trust de l'acier), tantôt la monopolisation des moyens de transports et des moyens de transformation (Standard Oil)²⁹, tantôt le monopole des brevets et des expériences techniques (Société générale électrique, Compagnie américaine des machines pour la fabrication des chaussures).

27 Le cas de Ford est également remarquable. La société Ford fut fondée en 1903 avec un capital nominal de 100.000 dollars. Là-dessus, 28.000 dollars furent réellement versés. Le reste sous forme de brevets, de dessins, de machines. L'entreprise, après 22 ans, a fait 925 millions de dollars de bénéfices, non compris les impôts sur le chiffre d'affaires et les autres impôts. Ford a réglé l'un après l'autre tous ceux qui étaient entrés dans son affaire au début. Sa propre fortune est actuellement évaluée à mille millions de dollars. (*The New Republic*, 27 mars 1927).

28 La Standard Oil a fait travailler, pendant longtemps, 63 sociétés en apparence indépendantes d'elles pour avoir l'air de tolérer la concurrence. Jones : *Le Problème des trusts aux Etats Unis d'Amérique*, page 81.

29 La Standard Oil ne possède qu'à peu près un sixième de la production du pétrole brut des Etats-Unis. « Vraisemblablement, il revient ainsi meilleur marché à la Standard que si elle le produisait elle-même. Le caractère extrêmement spéculatif de la production du pétrole brut fait que, dans quelque temps du moins, on comptera le pétrole brut comme un des frais de production secondaire ». Jones, page 60.

La poussée du capital bancaire

Jusqu'à ces temps derniers, le capital bancaire était relativement moins développé aux Etats-Unis qu'en Europe. Le fait que les sociétés étaient d'existence récente, l'immensité du sol resté libre, les grandes possibilités d'investissements profitables de capitaux empêchaient la formation d'un capital de prêt. On n'a pas encore coutume jusqu'à aujourd'hui, en Amérique, de se former un petit capital en amassant sou par sou³⁰.

Or, ce sont les dépôts d'économies qui sont à la base du capital bancaire. Au lieu d'épargner quelque chose sur les rentrées de capital, on hypothèque, au contraire, les rentrées avant qu'elles ne se produisent en faisant des achats à paiements à terme³¹.

Aussi les chiffres des dépôts d'épargne étaient, jusqu'à ces derniers temps, extrêmement réduits. On a les chiffres suivants³² :

Millions de dollars

| | Dépôts dans tous les instituts bancaires | Dépôts de sûreté | Caisse d'épargne | Nombre de déposants (en mille) |
|------|--|------------------|------------------|--------------------------------|
| 1880 | 2 134 | | 819 | 2 336 |
| 1890 | 4 060 | | 1 550 | 4 359 |
| 1900 | 7 239 | | 2 390 | 5 898 |
| 1910 | 15 283 | | 4 070 | 9 143 |
| 1920 | 37 315 | 15 310 | 6 538 | 11 428 |
| 1925 | 46 765 | 23 130 | 9 065 | 14 640 |

Jusqu'en 1910, la somme de dépôts d'épargne est relativement très basse. Elle ne correspond pas aux besoins du capital qui monte très rapidement. D'où les efforts d'empêcher, au moyen d'une loi, que le capital, amassé sur un des territoires des Etats, ne soit employé au développement des forces de production quelque part ailleurs. D'où l'interdiction de la fondation de filiales ou, du moins, l'autorisation de n'ouvrir des filiales que sur le territoire de l'Etat où se trouve le siège social³³.

30 Les ouvriers étrangers font bien des économies, mais ils les envoient en presque totalité dans leur pays.

31 En 1925 il y eut ainsi 6.5 milliards de dollars de marchandises vendues à terme. « Statist » du 6 novembre 1926, n° sur les banques.

32 *Données statistiques*, page 255 et *Almanach commercial*, page 271.

33 Sur 48 Etats, il y en a jusqu'à aujourd'hui 26 où les banques ne peuvent ouvrir aucune filiale. Compte rendu du Congrès des banquiers 1926, numéro spécial du *Commercial and Financial Chronicle*, 10 octobre 1926, page 98. (Cité plus loin sous le titre « Compte rendu des Banquiers »).

La réescompte des échanges était interdite, une banque ne devait pas escompter les échanges d'une autre banque ni mettre en circulation les effets d'une autre banque. Chaque banque devait former un tout complètement isolé, d'où la multiplication des petites banques de province avec un capital de 15 à 25.000 dollars et l'émiettement infini des banques aux Etats-Unis. Il y a dans les Etats du Sud et de l'Ouest des villes qui ont une banque par 800 habitants

Il y a, en tant que banques :

| | Total | Banques nationales ³⁴ | Banques dans un seul Etat ³⁵ | Banques des trusts | Caisses d'épargne | Sociétés d'épargne | |
|------|-------|----------------------------------|---|--------------------|-------------------|--------------------|-----|
| 1900 | 10182 | | | | | | |
| 1910 | 23095 | 7145 | 12166 | 1091 | 1121 | 638 | 934 |
| 1920 | 30139 | 9030 | 18195 | 1408 | 1087 | 520 | 799 |
| 1925 | 28841 | 8072 | 16983 | 1680 | 972 | 611 | 523 |

Chaque petite ville a sa petite banque, et c'est seulement dans les cinq dernières années que leur nombre a commencé à diminuer³⁶.

L'Etat arriéré de l'ensemble de ce système se traduit encore par le fait qu'un grand nombre de banques s'occupaient de l'émission de billets, Jusqu'en 1915, il n'y avait aucun institut central d'émission des billets de banque. Même le système que la banque fédérale introduisit à ce moment-là porte encore de nombreux traits de l'ancienne décentralisation. Il n'y a pas *un seul* institut d'émission central, mais *douze*, qui ont tous le droit d'éditer des bank-notes de la « Fédéral Réserve » par l'intermédiaire des milliers de « Federal Réserve Banks » qui leur sont affiliés.

Cette dispersion de tout le système bancaire, conséquence elle-même de la faible accumulation du capital de prêt ne correspond pas aux intérêts de la grande industrie. On a, par exemple, cette situation particulière que les besoins de crédits d'une entreprise industrielle indépendante de province, sont plus grands que les moyens financiers des plusieurs dizaines de petits instituts bancaires qui se trouvent dans le même Etat fédérale quelle. Et il est ainsi arrivé que ce ne sont pas les grandes banques qui ont influencé le capital industriel et qui lui ont donné sa direction, mais au contraire la grosse industrie qui a créé les banques³⁷.

34 Accepté par les autorités nationales.

35 Accepté par les autorités fédérales.

36 En dehors de ces instituts bancaires, il y a encore plus de 10 000 Sociétés d'épargne pour les constructions ou sociétés de prêt avec 8,5 millions de participants.

37 Procès-verbal des banquiers, page 101.

L'histoire de la législation bancaire des vingt dernières années se résume dans l'histoire des tentatives pour créer une organisation bancaire qui corresponde aux intérêts de la grande industrie. On n'y est pas parvenu jusqu'à présent. La loi Mac-Fadden adoptée en février 1926 est un petit pas dans ce sens. Elle permet aux banques nationales d'ouvrir des filiales, mais seulement dans les Etats où les banques fédérales possèdent, ce droit. Dans vingt-six Etats sur quarante-huit, les filiales de banques demeurent interdites. C'est-à-dire que les grandes banques se voient retirer la possibilité d'engloutir directement le capital des petits dépôts. Naturellement, les tendances à la concentration se sont poursuivies, malgré tous ces obstacles légaux, mais au milieu de grandes difficultés en employant des méthodes compliquées pour tourner la loi. Au lieu de bâtir tout un réseau de filiales, on a eu la formation d'associations, la fusion, l'incorporation des petites banques dans les grandes, etc.³⁸.

La grande poussée des banques s'est produite au cours des dix dernières années. La guerre et l'après-guerre ont amené comme chacun sait, un très grand afflux d'or en Amérique. De 1915 à 1924, les entrées d'or ont dépassé trois milliards de dollars. On a ainsi fini la période où l'on manquait de capital. Les grandes réserves d'or ont rendu possible de satisfaire en émissions de billets les besoins des grandes banques et de l'industrie. Le système bancaire américain et en particulier la formation des très grandes banques y ont trouvé le corps d'un développement gigantesque. Le capital bancaire est devenu presque l'égal du capital industriel, bien que jusqu'à présent celui-ci ait conservé la prépondérance.

La « puissance des banques », c'est-à-dire la somme de leur capital propre, des réserves, des dépôts et de la circulation (bank-notes particulières) est d'à peu près³⁹ :

Milliards de dollars

| | |
|-------------------|------|
| Moyenne 1911-1925 | 23,4 |
| --- 1916-1920 | 39,9 |
| --- 1921-1925 | 56,4 |
| --- 1925 | 60,4 |
| --- 1926 | 64,9 |

38 Le grand réservoir où les grandes banques, et principalement la banque Morgan, puisent leur capital, est dans les sociétés d'assurances sur la vie. L'assurance sur la vie est extrêmement répandue en Amérique. Il y a, en effet, 300 sociétés avec, environ 100 millions d'assurances. Certaines personnes en ont plusieurs sur la même tête. En 1925, leur recette était d'environ 3 milliards de dollars. Elles avaient placé, en 1927, des réserves d'environ 10 milliards de dollars dont 4 en hypothèques et 4 en actions. L'assurance sur la vie est la forme américaine de l'épargne individuelle. Elle est trois fois aussi grande que dans le reste du monde.

39 *Annuaire Commercial* 1925, page 551, pour les chiffres de 1926, et *The Annalist* du 28 janvier 1927.

La « puissance des banques », c'est-à-dire la somme de compte de l'élévation des prix plus que doublés, presque triplée en quatorze ans.

En même temps, s'est poursuivie une très forte concentration dans les domaines où le développement capitaliste était le plus avancé. Dans les Etats de la Nouvelle-Angleterre et de Californie, le nombre des banques indépendantes diminue rapidement et le nombre des filiales augmente. Au lieu de dépôts d'épargne en argent, les émissions d'emprunts et d'obligations vendues directement aux petits épargnants prend de plus en plus d'extension⁴⁰.

Avant la guerre, il y avait en Amérique 500.000 possesseurs de valeurs ; pendant la guerre, ce chiffre est passé à 20 millions.

Le tableau suivant, que nous extrayons du numéro du *Statist* consacré aux banques, montre l'importance prise par les grandes banques. Au milieu de 1926, les capitaux dont disposaient les grandes banques, capital de fondation et dépôts compris, était, en millions de dollars, de :

| | |
|------------------------------------|-------|
| Guaranty Trust Comp..... | 565 |
| First National Bank New-York..... | 388 |
| First National Bank Chicago..... | 353 |
| First National Bank Boston..... | 299 |
| Equitable Trust Company..... | 460 |
| Continental and Coin. Chicago..... | 449 |
| Chase | 892 |
| Bankers Trust Comp..... | 480 |
| National Bank of Commerce..... | 610 |
| National City Bank..... | 1.107 |
| [Total] | 5.603 |

Ces dix grandes banques disposent, capital et dépôts compris, d'environ 30 milliards. La dispersion du commerce bancaire continue formellement, mais l'importance des grandes banques a une croissance rapide, tandis que les milliers de petites banques de province tombent peu à peu à un rang absolument insignifiant.

Les chiffres suivants montrent la rapidité de ce développement des grands instituts bancaires :

Chase National Bank (en millions de dollars)

| | | | |
|----------------------|------|-----|------|
| | 191 | 192 | 192 |
| | 3 | 0 | 6 |
| Capitaux et réserves | 14,6 | 40 | 76,8 |
| Dépôts | 120 | 450 | 813 |

National City Bank (en millions de dollars)

| | | | |
|---------|-----|-----|-----|
| | 191 | 192 | 192 |
| | 4 | 1 | 5 |
| Capital | 25 | 40 | 50 |

40 Avant la guerre, le commerce des bons était un commerce aristocratique. Quelques maisons très anciennes s'occupaient de placer des papiers d'actions d'une valeur minima de 25.000 dollars. Ce sont les emprunts de guerre qui ont déterminé ce grand changement. (Compte rendu des banquiers, page 106).

| | | | |
|-----------|-----|-----|-----|
| d'actions | | | |
| Dépôts | 276 | 706 | 994 |

L'EXPORTATION DES CAPITAUX

Avant la guerre, les Etats-Unis étaient encore un pays qui importait des capitaux. Le capital étranger investi aux Etats-Unis presque uniquement européen, était, d'après certaines appréciations, en millions de dollars⁴¹ :

| | | | | | | |
|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| 184 | 186 | 187 | 188 | 189 | 190 | 191 |
| 3 | 0 | 3 | 0 | 0 | 4 | 4 |
| 150 | 400 | 150 | 200 | 300 | 390 | 500 |
| | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Par contre, il y a eu de très bonne heure des investissements de capitaux américains à l'étranger. Ceux-ci étaient, en 1914, d'après une appréciation de E. H. Firk, de 2 600 millions de dollars, si bien que la dette américaine à l'étranger, en tant que capital souscrit était, au début de la guerre, d'à peu près 2,5 millions de dollars.

Les investissements de capitaux américains à l'étranger se répartiraient avant la guerre comme suit :

| | |
|--------------------------|-------|
| (En millions de dollars) | |
| Canada | 750 |
| Mexique | 1.000 |
| Cuba | 100 |
| Amérique du Sud..... | 180 |
| Chine et Japon..... | 100 |
| Europe | 350 |

La guerre et l'après-guerre bouleversèrent complètement la situation des Etats-Unis d'Amérique sur le marché international des capitaux. D'Etats débiteurs, les Etats-Unis devinrent le grand pays exportateur de capitaux du monde entier. Le bilan commercial actif des Etats-Unis, conséquence de l'exploitation à outrance de la bonne conjoncture fournie par la guerre pour la montée des prix, permit aux Etats-Unis de changer ainsi de note. Rien que dans les six années économiques de 1916 à 1921, l'excédent d'exportation des capitaux dépasse 17 milliards de dollars, et, depuis, le bilan commercial continue à être actif.

⁴¹ Robert W. Duun. « Investissements étrangers en Amérique ». New-York 1926. qui est le livre fondamental pour les problèmes de cet ordre, pages 1 et 2.

Cet excédent des exportations de marchandises trouvait sa contre-valeur de la façon suivante :

| | | |
|---|------------|------------|
| Retour des valeurs américaines se trouvant en possession d'étrangers (remboursements) | 3.000.000 | de dollars |
| Emprunts d'États consentis aux nations alliées | 10.500.000 | — |
| Or | 2.500.000 | — |

Emissions étrangères (en millions de dollars)

| | 1920 | 1921 | 1922 | 1923 | 1924 | 1925 | 1926 |
|-----------------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Emprunts d'Etats | 191 | 329 | 416 | 187 | 571 | 541 | 481 |
| Autres émissions étrangères | 40 | 15 | 80 | 24 | 195 | 399 | 462 |
| Canada (Etats et villes) | 46 | 76 | 94 | 20 | 132 | 49 | 61 |
| Canada (autres émissions) | 108 | 106 | 40 | 30 | 98 | 95 | 141 |
| Colonies des Etats-Unis | 16 | 57 | 43 | 8 | 9 | 9 | 10 |
| | — | — | — | — | — | — | — |
| [total] | 401 | 553 | 673 | 275 | 1005 | 1093 | 1155 |

Ces chiffres n'ont pas besoin de longs commentaires. Nous voyons l'ampleur formidable prise par les emprunts étrangers privés (banques, entreprises industrielles). A l'intérieur de ceux-ci, les émissions d'actions, c'est-à-dire la participation directe aux entreprises industrielles étrangères ont une importance croissante. Il a été émis (millions de dollars) en:

| | 1926 | 1925 | 1924 | 1923 | 1922 |
|----------------------|------|------|-------|------|------|
| Actions privilégiées | 48 | 38 | 0,6 | — | — |
| Actions de capital | 41 | 16 | 0,006 | — | — |

L'exportation réelle de capitaux faite par les Etats-Unis d'Amérique est plus grande encore que ne le laissent entrevoir ces chiffres. Il vient s'y ajouter les valeurs achetées dans les Bourses étrangères, les investissements directs de capital dans les entreprises américaines à l'étranger, les crédits en argent, etc., etc. Moody estime l'exportation de capitaux américains pour 1926 à 1 700 millions de dollars. Le fait que, en 1926, sur 6 311 millions de dollars d'actions émises dans les Bourses américaines, 1 155 millions de dollars étaient des actions étrangères, c'est-à-dire près de la cinquième partie, montre combien les Etats-Unis sont devenus un grand pays exportateur de capitaux.

Les émissions étrangères sont, pour les banques américaines, une source d'enrichissement rapide. Les Etats et les entreprises qui ont besoin de crédits sont exploités sans aucune considération. La commission des banques, lors de l'emprunt Dawes, fut de 6 % du capital nominal versé. L'exportation des capitaux renforce la position du capital bancaire vis-à-vis du capital industriel et la force des grandes banques vis-à-vis des petites. Les émissions étrangères sont, en effet, le monopole de quelques grandes maisons d'émission : la

National City Bank, la Garanty Trust Comp, Morgan, Kuhn, Lœb, and C°, etc., etc., surtout Morgan et ses grandes banques. On se contente de fixer aux petits établissements bancaires le chiffre qu'ils doivent faire souscrire à chaque emprunt. En même temps, l'influence des grandes banques américaines, par leurs filiales, par l'affiliation des banques étrangères, par l'achat d'actions s'étend à presque tous les Etats du monde. L'élément actif et dirigeant du capital international, ce sont toujours les banques des pays qui exportent des capitaux.

Le capital américain exporté à l'étranger

Le ministère du Commerce⁴³ estime les capitaux exportés à l'étranger, à la fin de 1924, à 9 090 millions de dollars.

Les deux années 1925 et 1926 ont apporté un accroissement de 2 250 millions de dollars en émissions publiques; avec l'exportation secrète des capitaux, on peut compter à peu près 3 millions. Le chiffre du capital américain investi à l'étranger (sans compter les dettes de guerre qui sont d'environ 12 000 millions de dollars) est d'environ 12 000 millions de dollars. Les Etats-Unis sont presque arrivés à dépasser la Grande-Bretagne, comme pays exportateur de capitaux⁴⁴.

Où exporte-t-on des capitaux américains ?

Le capital américain, au cours des dernières années, s'est ouvert la porte de presque tous les pays capitalistes du monde. Son principal domaine reste aujourd'hui comme hier le Continent Américain, mais il prend en Europe une place de plus en plus grande.

Répartition des capitaux américains par continent

| | 1913 | | 1923 | | 1924 | | 1925 | |
|--------------------------|-----------------------|---|-----------------------|---|-----------------------|---|-----------------------|---|
| | Million s de \$ | % |
| Canada et terre Neuve | 750 | 2 | 2450 | 3 | 2460 | 2 | 2825 | 2 |
| Amérique latine | 1330 | 5 | 3760 | 4 | 4040 | 4 | 4210 | 4 |
| Europe | 350 | 1 | 1300 | 1 | 1900 | 2 | 2500 | 2 |
| Asie et Australie | 175 | 7 | 595 | 8 | 690 | 8 | 870 | 8 |

43 Dunn : *Investissements américains à l'étranger*, page 183.

44 C'est aussi la somme que donne Winkler dans le *Moody's Investor's Service*. Dunn, page 183. Le ministère du Commerce les estime, à la fin de 1925, à 10 405 millions de dollars (*The Balance of International Payments*, en 1925, page 15).

On n'a pas encore la répartition pour 1926. Le développement marche vers un dépôt de plus en plus fort de capitaux en Europe, mais, en 1924, 71 % restaient encore investis en Amérique.

Dans le livre de Dunn, on explique la répartition des capitaux américains dans presque tous les pays les plus importants. On voit que le capital américain ne domine pas seulement le Mexique, le Canada et Cuba, mais qu'il a une très forte position dans presque tous les pays d'Europe. Même en France, pays qui apparaît comme boycotté par les capitaux américains, toute une série d'entreprises, le Crédit Lyonnais, Schneider, la Banque de Paris et des Pays-Bas, de Wendel, tous les chemins de fer sont liés au capital américain, c'est-à-dire qu'ils ont des dettes à l'Amérique. Le nombre des entreprises américaines possédant des usines en France se chiffre par centaines⁴⁵.

Il en est de même en Angleterre et en Allemagne. Le capital américain investi en Angleterre est d'à peu près 500 millions de dollars⁴⁶.

L'Italie a reçu dans les quatre ou cinq derniers mois 100 millions de dollars de l'Amérique. Au contraire, le chiffre des capitaux américains en Chine et dans les Indes est extraordinairement réduit. En Asie, c'est principalement au Japon que l'on a placé des capitaux américains.

Ce que les Etats-Unis reçoivent de leurs capitaux placés à l'étranger

Les recettes provenant de capitaux placés à l'étranger sont naturellement difficiles à évaluer. Les estimations officielles pour 1925 portent sur :

| | Mill. D. |
|--|-------------|
| Recettes provenant de capitaux des entreprises privées. | 520 |
| Intérêts et emprunts de guerre | 160 |
| | 680 |
| A déduire, intérêt des capitaux étrangers placés en Amérique | 165 |
| Recette nette | 515 |

Nous tenons ces chiffres pour inférieurs à la réalité. Malgré tout, cette somme constitue une recette importante et marque une montée rapide.

⁴⁵ Dunn, à la page 143, apporte une douzaine de noms.

⁴⁶ Dunn, page 151

L'IMPERIALISME AMERICAIN

L'économie des Etats-Unis porte à présent tous les signes de l'impérialisme : forte concentration organisée en monopoles, industrie puissante, exportation de capitaux, extension, coloniale, monopolisation des débouchés, surprofits coloniaux, aristocratie ouvrière. Les Etats-Unis ont, de plus, l'avantage d'avoir une très grande extension avec une population réduite. Ils peuvent encore exporter des produits agricoles, bien qu'ils ne soient plus un pays d'exportation agricole au sens propre du mot, puisqu'ils importent des produits alimentaires, plus qu'ils n'en exportent⁴⁷.

Mais l'exportation de produits industriels monte, si nous exceptons les années de guerre, d'une façon ininterrompue. De plus, on voit que l'exportation de produits industriels va de pair avec les investissements de capitaux. C'est dans les pays où les Etats-Unis ont placé le plus de capitaux que va, relativement, la plus grande quantité de leur exportation. La répartition et le pourcentage des différents postes dans le commerce extérieur donnent les chiffres suivants (en millions de dollars)⁴⁸ :

| | Exportations | | | | Importations | | | |
|-------------------------|--------------|----------|-----------|----------|--------------|----------|-----------|----------|
| | 1910-1914 | | 1921-1925 | | 1910-1914 | | 1921-1925 | |
| | Somm e | % | Somm e | % | Somm e | % | Somm e | % |
| Matières brutes | 2130 | 33, 1 | 4310 | 27, 4 | 1689 | 34, 4 | 3450 | 36, 8 |
| Produits alimentaires | 421 | 19, 8 | 1021 | 23, 7 | 398 | 23, 6 | 832 | 24, 1 |
| Produits demi-fabriqués | 342 | 16 | 535 | 12, 4 | 307 | 18, 2 | 606 | 17, 6 |
| Produits finis | 654 | 30, 7 | 1565 | 36, 3 | 389 | 23, 1 | 720 | 20, 9 |

[chiffres des % tels quels]

Exportation des produits manufacturés pour les années 1921-1925 dans les différentes parties du monde

| | Mill. dollars | % de l'ensemble de l'exportation |
|------------------|------------------|-------------------------------------|
| Europe | 446 | 19,6 |
| Amérique du Nord | 500 | 48,6 |

47 En 1925, l'importation de produits alimentaires était de 928 millions de dollars contre une exportation de 892 millions de dollars. (*Annuaire du Commerce pour 1926*, page 1.084.)

48 *Annuaire du Commerce 1926*, page 108.

| | | |
|-------------------|-----|------|
| Amérique du Sud | 214 | 79,9 |
| Asie et Australie | 356 | 55,8 |
| Afrique | 40 | 70,4 |

L'exportation en Europe des produits manufacturés n'est donc que d'un cinquième de l'exportation totale, tandis qu'elle en représente les trois quarts pour l'Amérique du Sud.

Les Etats-Unis sont aujourd'hui la puissance impérialiste qui joue le plus grand rôle. Ils ont l'armée la mieux équipée et la meilleure flotte. Ils interviennent dans tous les événements de la politique mondiale. Ils établissent leur prépondérance économique maritime et militaire avec autant de brutalité que les brigands impérialistes européens.

Cela se voit surtout dans les territoires où l'impérialisme américain mène une politique offensive active autour de la mer des Antilles. D'après un tableau dressé par la *New Republic* du 26 janvier 1927, les interventions militaires de l'Union du XX^e siècle dans les pays de cette région se chiffrent comme suit :

Pays formellement indépendants, mais en fait colonies

Cuba (depuis 1901) : 1898-1902, 1906-1909, 1912, 1917.

Panama (depuis 1903) : 1908, 1912-, 1917; 1918 1921.

République de Saint-Domingue (depuis 1905) : 1903, 1904, 1913, 1914, 1916-1924.

Nicaragua (depuis 1912) : 1899, 1907, 1910, 1912-1925, 1926, 1927.

Haïti (depuis 1915) : 1911.

Etats indépendants

Mexique : 1914, 1915.

Honduras : 1907, 1910, 1911, 1919, 1924, 1925.

Costa-Rica : 1919.

Colombie : 1903.

Dans ces neuf pays, les Etats-Unis n'ont pas fait moins de trente-deux interventions militaires.

Mais leurs interventions par la force ne se bornent naturellement pas aux territoires qui entourent la mer des Antilles. Ils interviennent en Chine, d'accord avec l'Angleterre. Ils maintiennent leur domination militaire aux Philippines. Ils s'immiscent dans le conflit de Tacna-Arica. Ils préparent une nouvelle guerre contre le Mexique. Il peut y avoir, aux Etats-Unis des adversaires honorables de l'impérialisme et du militarisme à côté des commentateurs de guerre, mais la politique n'en suit pas moins la base économique.

Les Etats-Unis d'Amérique, en devenant un grand pays exportateur de capital, ont pris en même temps les traits d'un nouvel âge du capitalisme. La bourgeoisie américaine, qui

amasse des richesses puissantes, sans aucun égard pour les fermiers qu'elle exploite, interdit l'immigration, crée dans le pays une aristocratie ouvrière, crée la fausse idéologie du passage de la classe ouvrière à la classe capitaliste, de la révolution économique qui prépare la fin du capitalisme⁴⁹.

Il se forme une couche de rentiers et le rythme du développement des forces productives à l'intérieur du pays, devient plus lent. Nous préférons remettre à plus tard, lorsque nous pourrons donner des chiffres récents, la publication de statistiques à ce sujet. Le capital américain qui, il y a vingt ans, était encore jeune, montre déjà les principaux traits de l'état caractérisé par Lénine comme celui du « capitalisme décadent ».

49 Voir ma revue sur l'économie mondiale 1926.